

Les programmes d'aide aux exportations de pommes de terre de semence ont donné, au cours de la présente campagne, de bons résultats puisque ces exportations sont de 45 p. 100 plus élevées qu'elles l'étaient à la même date en 1966. Les exportations de pommes de terre comestibles sont elles aussi supérieures à celles de l'an passé pour la même période. Le marché le plus important de la pomme de terre se trouve aux États-Unis, mais nous avons atteint le contingent à tarif peu élevé et on y exporte maintenant des quantités moins importantes, la barrière tarifaire étant assez élevée. En ce qui concerne les autres marchés, l'industrie et nos délégués commerciaux font un effort particulier afin de stimuler la vente de pommes de terre canadiennes.

Les fournisseurs européens ont aussi des excédents et les prix sur le marché mondial sont assez bas mais, en dépit de ces problèmes, nous nous attendons à ce qu'une quantité sans précédent de pommes de terre canadiennes soit déversée sur les marchés étrangers.

M. Frank Howard (Skeena): Monsieur l'Orateur, je pose la question de privilège sur un point qui intéresse les députés. Il s'agit de la manière dont Votre Honneur accorde la parole aux représentants des divers partis. Le député de Nanaïmo-Cowichan-Les Îles cherche à attirer l'attention de la présidence depuis le début de la période des questions. Seulement deux membres de notre parti ont pu prendre la parole, tandis que d'innombrables députés conservateurs ont pu le faire tant qu'ils l'ont voulu. Étant donné le grand nombre de députés qui postulent un poste bientôt vacant, je comprends, monsieur l'Orateur, qu'ils désirent obtenir la parole indéfiniment, mais j'aimerais que vous jetiez un coup d'œil de notre côté à l'occasion afin d'assurer l'équilibre des interventions.

[Plus tard]

L'hon. Hugh John Flemming (Victoria-Carleton): Monsieur l'Orateur, une question pour le ministre de l'Agriculture. A-t-il reçu des instances du Nouveau-Brunswick à propos d'un excédent de pommes de terre qui s'accumule dans cette province et, si oui, peut-il nous dire si l'on envisage mes mesures pour remédier à la situation?

L'hon. J. J. Greene (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, je ne me souvient d'aucune instance précise à ce sujet, mais mon collègue le ministre du Commerce

[L'hon. M. Winters.]

m'a appris qu'on lui avait signalé cette question et il a répondu longuement tout à l'heure pour expliquer les dispositions prises par le ministère du Commerce.

L'hon. M. Flemming: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Je tiens à signaler au ministre qu'il recevra peut-être avant le ministre du Commerce la demande du gouvernement provincial du Nouveau-Brunswick à propos de l'excédent de pommes de terre. Si cette éventualité survient, examinera-t-il sans tarder cette question?

L'hon. M. Greene: Volontiers, monsieur l'Orateur.

L'hon. M. Winters: Monsieur l'Orateur, je devrais peut-être préciser, pour éviter tout malentendu, que le ministre de l'Agriculture de la province du Nouveau-Brunswick s'est entretenu de ce problème avec moi.

QUESTIONS OUVRIÈRES

WINDSOR (ONT.)—LES MISES À PIED À LA
«WALKER METAL PRODUCTS LTD.»

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Michael Starr (Ontario): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures, vu qu'il est si conscient de ses obligations. A-t-il donc appris, ainsi que le gouvernement, que 180 ouvriers de la chaîne de production seront mis à pied demain à Windsor, par la *Walker Metal Products Ltd.*, filiale de la *Chrysler Canada Ltd.*? Je voudrais aussi lui demander s'il a estimé cette question suffisamment de son ressort pour l'inciter à demander un examen de toute cette question.

L'hon. Paul Martin (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Oui, monsieur l'Orateur, j'ai été mis au courant. Le ministre de l'Industrie m'a aussi dit—je le savais d'ailleurs—qu'à la suite du pacte automobile canado-américain la production au Canada s'est accrue et que l'industrie automobile canadienne emploie plus de travailleurs que jamais.

L'hon. M. Starr: Une question complémentaire. Le ministre peut-il alors expliquer la raison des congédiements qui commencent à Windsor?

Le très hon. M. Diefenbaker: Que dire des 380,000 chômeurs?